

# Dessine-moi un avenir...

La rencontre des Alsaciens de l'étranger, ce samedi à Hochfelden, a permis aux élus d'ici d'évoquer le futur statut de l'Alsace. En sachant qu'il ne reste qu'un mois pour convaincre le gouvernement d'aller dans l'un ou l'autre sens.

« On me demande souvent : "Comment faites-vous pour résister face aux grands groupes ?" Et je réponds toujours : "Nous y croyons... Croire c'est pouvoir !" », a raconté Michel Haag, président de Meteor, la plus ancienne brasserie de France, en accueillant ce samedi la 37<sup>e</sup> rencontre annuelle des Alsaciens de l'étranger à Hochfelden. Avant son mari, Yolande Haag, « marraine bienveillante mais exigeante » de la manifestation, a appelé les participants à être « les dignes ambassadeurs de nos belles valeurs de l'Alsace ».

« Le Québec a beaucoup de similitudes avec l'Alsace »

À voir le nombre d'élus, y compris de conseillers régionaux, venus dès la première heure à la rencontre des 25 délégations, Hochfelden était hier « the place to be » (l'endroit où il fallait être). Et le président de l'Union internationale des Alsaciens (UIA), Gérard Staedel, ne pouvait que s'en réjouir. Il a été question de houblon et de bière, l'ancien ministre François Loos, président des Brasseurs de France, se félicitant qu'en trois ans les sites de production sont passés, en France, de 700 à 1 250. « C'est un secteur économique qui crée des emplois, qui investit et qui exporte », a-t-il souligné. Et ce n'était pas Ramón Agenjo Bosch, l'un des dirigeants de la société barcelonaise fondée par son arrière-grand-père, le Sélestadien Joseph Damm, qui allait le contredire (L'Alsace de lundi).



Photo de famille autour du président Gérard Staedel et de la marque Alsace, lors de la réunion annuelle de l'Union internationale des Alsaciens, hier à Hochfelden. Photo L'Alsace/Jean-Marc Loos

Mais avant les visites du pays de la Zorn, il a été aussi question de l'avenir de l'Alsace. Un sujet qui intéresse les expatriés – même si certains n'ont toujours pas compris le « non » au référendum... « À Montréal, nous ne parlons jamais du Bas-Rhin ou du Haut-Rhin, toujours de l'Alsace », a assuré Isabelle Baumann-Lénot, pour qui « le Québec a beaucoup de similitudes avec l'Alsace ».

« J'ai l'espoir que l'Alsace redevienne l'Alsace et que le Bas-Rhin et le Haut-Rhin fusionnent », a renchéri Gisèle Zieliński, vice-présidente de la jeune délégation des Alsaciens d'Israël. Car les discours ont donné le sentiment

d'un accord possible entre les uns et les autres. « Je suis un Alsacien, je travaille pour le territoire », a ainsi réaffirmé le président du Grand Est, Jean Rottner. Mais, ayant dû repartir, l'ancien maire de Mulhouse n'a pas entendu les plaidoyers en faveur de la collectivité à statut particulier des autres élus. Seul le président (PS) de l'eurométropole Robert Herrmann, un de ses proches, n'a pas abordé le sujet. En revanche la sénatrice Fabienne Keller (Agir), après avoir rappelé son attachement à « Strasbourg l'européenne », s'est dite « très engagée pour la collectivité à statut particulier qui permettra de dessiner un avenir à notre Alsace ».

« Nous sommes à un tournant »

« Nous sommes à un tournant pour la construction de l'Alsace du futur », a prévenu le député Patrick Hetzel (LR), en remerciant l'UIA pour son action à l'international. « Vous êtes la parfaite illustration de cette Alsace ouverte sur le monde », a-t-il dit à son auditoire. « Les prochaines semaines vont être cruciales. En confiant une mission à Jacqueline Gourault, le Premier ministre a montré son intérêt pour notre démarche pour une eurocollectivité à statut particulier », persiste à croire Brigitte Klinkert. Pour la présidente du

conseil départemental du Haut-Rhin, « c'est plus qu'un désir, c'est un besoin pour que l'Alsace ait sa place à l'échelle européenne et internationale ». Et de citer Pierre Pflimlin : « Nous sommes Européens puisque nous sommes Alsaciens. »

Présent, l'ancien ministre Daniel Hoefel leur a apporté son soutien. « Ce ne

sont que des étapes pour revenir à une entité régionale qui seule évitera le risque de paralysie », a-t-il mis en garde. Rendez-vous l'an prochain, à Colmar où l'adjointe au maire et conseillère régionale Claudine Ganter a invité l'UIA. Cette fois sous le signe des vins d'Alsace...

Yolande BALDEWECK

## « Écoute et construction »

« Je suis dans une phase d'écoute, de discussions et de construction », a expliqué Jean Rottner, dans un entretien improvisé. S'il ne l'a pas dit ouvertement aux Alsaciens de l'étranger, il reste opposé à la collectivité à statut particulier voulue par les départements. Et il l'a fait savoir au plus haut niveau.

Évoquant le rapport Marx (lire ci-dessus), le président de la région Grand Est « note que le statut particulier n'est pas accepté par le gouvernement ». « La différenciation est une bonne solution, ouverte à la région et aux départements », assure-t-il, en faisant référence à la possibilité prévue dans la réforme constitutionnelle. Encore faut-il qu'elle soit votée dans les temps. Mais « le problème législatif est un autre sujet »... Jean Rottner reproche au statut particulier de « ne pas prendre en compte le fait régional ». « Il est rejeté par les autres départements du Grand Est. Il faut



Jean Rottner, hier à Hochfelden. Photo L'Alsace/Y. B.

que j'en tienne compte », observe-t-il.

Sur un plan plus général, il reconnaît qu'« il faut recréer la confiance entre le gouvernement et les collectivités locales ». Il l'a dit à Brive, où Valérie Pécresse l'avait invité pour la rentrée de son mouvement Libres !. Il se rendra aussi chez le maire de Nice, Christian Estrosi, le 7 septembre. « Je vais où on m'invite. Je suis libre, dans le Grand Est et en Alsace », sourit le président LR.